

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Serrer les coudes ?

Un débat en dessous des enjeux

Le plus grand exercice de blindés français depuis la fin de la guerre vient de se dérouler en présence du chef de l'État, dans le cadre des manœuvres « Saône 1979 ». Opposant non plus les bleus aux rouges mais le « parti azur » (la France) au « parti carmin » (l'adversaire). Ces manœuvres entrent dans le cadre de la doctrine militaire rappelée à cette occasion par Giscard : « L'effort de défense repose à la fois sur l'existence d'une puissante force de dissuasion nationale et, en même temps, sur la disponibilité d'une gamme de moyens de sécurité nous permettant de faire face à la diversité des situations de défense ». Cette diversité des situations inclut bien évidemment les circonstances où le « parti carmin » n'est pas l'ennemi venant de l'Est mais tout simplement « l'ennemi intérieur ». Car il ne faut pas l'oublier cette armée dont on n'évoque publiquement que les missions de défense nationale demeure fondamentalement, aussi, une armée de guerre civile.

S'agissant des missions de défense, la question des moyens de l'armée fut largement abordée cette semaine. Les manœuvres « Saône 1979 » prenaient en effet le relais du débat parlementaire sur la loi de programmation militaire. Pour l'essentiel, celui-ci s'est réduit à une querelle de chiffres à propos du budget effectivement consenti au renforcement et à la modernisation de la force nucléaire stratégique.

Détail piquant, c'est le rapporteur UDF de la commission de défense qui a instruit le procès du ministre, estimant que « l'arme nucléaire n'a plus la priorité dans le budget », contrairement aux assurances réitérées du gouvernement. Sans doute ces discussions techniques sont-elles sous-tendues par des appréciations différentes sur la nature et à l'ampleur des menaces qui pèsent sur l'indépendance nationale et sur la paix en Europe.

Pourtant, il faut bien le constater, les responsables politiques de la bourgeoisie française sont singulièrement discrets sur les dangers qui nous menacent ; sans parler des dirigeants du PCF dont la politique consiste à nier l'agressivité de l'URSS qu'à ressusciter une menace allemande aujourd'hui mythique.

Tandis qu'on assiste à la formidable ascension du potentiel agressif des Soviétiques, que le bruit de leurs interventions monte de l'Asie du Sud-Est à l'Afrique, qu'à l'occasion des débats qui animent les États-Unis sur la ratification de Salt II et la présence soviétique à Cuba, la détente se révèle n'être qu'un leurre ; les parlementaires français font des comptes d'épiciers.

C'est seulement dans la presse qu'on aura pu voir ces derniers mois l'ébauche d'un débat de fond, abordant en particulier la question clé de l'unité des pays européens pour assurer leur sécurité.

Il ne faut pas s'y tromper, c'est dans cette absence de mobilisation du peuple sur les véritables enjeux de la défense de la paix que réside la principale faiblesse de notre indépendance. C'est l'insouciance et l'ignorance du danger délibérément entretenues par le pouvoir qui pourraient faire de la France un pays vulnérable. Quelques mégatonnes de plus ou de moins n'y changeraient rien.

Pierre MARCEAU

Oui ! contre lui

Voir page 3



Manifestation à Bordeaux.

Le Conseil des ministres maintient l'avortement en liberté surveillée

LE Conseil des ministres du mercredi 3 octobre l'a fait savoir : le gouvernement proposera le texte de loi actuel sur l'avortement à la discussion parlementaire qui aura lieu entre le 17 et le 20 novembre sans rien en changer. La seule modification est que la loi aujourd'hui provisoire, deviendrait définitive. Ainsi il est mis fin aux

rumeurs qui circulaient depuis quelques jours sur une possible extension du délai à douze semaines au lieu de dix, et une incitation plus ferme à ouvrir des centres d'interruption volontaire de grossesse (IVG) dans tous les hôpitaux. De nombreuses protestations se sont élevées contre cette décision qui donne un écho supplémentaire à la mobilisation des femmes

ce week-end : la marche du 6 octobre à 14 h à Paris de Denfert au Champ de Mars et le colloque de Choisir les 5, 6 et 7 octobre à l'UNESCO.

« **J'**ESTIME qu'il faut que cette loi soit reconduite — sans changement », disait dernièrement Nicole Pasquier, secrétaire d'État à l'emploi féminin. Cette opinion a dû trouver écho dans le gouvernement puisque c'est finalement la décision arrêtée mercredi 3 au conseil des ministres.

C'est Monique Pelletier, ministre déléguée auprès du premier ministre, chargée de la condition féminine, et Jacques Barrot, ministre de

la santé, qui seront les défenseurs de la position du gouvernement au Parlement en novembre.

LE BILAN D'UNE LOI

Un recul du gouvernement (aut) sur la légalisation de l'avortement que sur le délai — qui est à dix semaines — n'était guère envisageable, car il aurait soulevé un tollé de protestations mal venu pour le président déjà en pré-campagne électorale. La politique de Barre soulevant déjà suffisamment le mécontentement, il ne pouvait guère se permettre ce clin d'œil... aux évêques !

Claire MASSON (Suite page 2)



Photo Marche des femmes du 6 octobre

VOIR PAGE 4 ET 5

La révolution chinoise depuis 1949

Points de repère chronologiques

Article commun au Quotidien du peuple et à L'Humanité Rouge. L'Humanité Rouge passera, dans son édition datée du mardi 9 octobre, la dernière partie de cet article.

NOTE DE LECTURE

Robert Havemann

« Etre communiste en Allemagne de l'Est »

« Etre communiste en Allemagne de l'Est », imagine-t-on bien ce que cela suppose comme courage et comme audace dans un pays où l'Etat se considère comme le seul gardien de la science marxiste et pourchasse tous ceux qui le critiquent ? Nous devons le saluer : Robert Havemann a ce courage.

ROBERT Havemann n'est pas né d'aujourd'hui et au fil d'une interview qui occupe la première moitié de son livre, il retrace savie : l'adhésion au Parti communiste en 1932, la résistance clandestine sous le nazisme, puis l'arrestation et la condamnation à la peine de mort, commuée en détention en raison des services que pouvait rendre Havemann, physicien de haut niveau. Puis, la libération, la lutte à Berlin-Ouest d'où il fut expulsé en 1948, son travail à l'université Humboldt à Berlin-Est et ses premières divergences avec le parti dont il était membre. Au milieu des an-

nées 1960, mis à la porte de l'université et de l'académie des sciences, puis exclu du parti. Depuis novembre 1976, en résidence surveillée — emprisonné dans sa propre maison parce qu'il avait protesté contre l'expulsion de RDA du chanteur Wolf Biermann... (Ces mesures draconiennes n'ont été levées que cette année, grâce à la résistance opiniâtre de Havemann et aux protestations internationales). La seconde partie de « Etre communiste en Allemagne de l'Est » est constituée par différents essais publiés entre 1965 et 1976 et pour la première fois traduits en français. On y trouve d'abord une

dénonciation acerbe de ce que Havemann appelle « le soi-disant socialisme des pays de l'Est » et qu'il est bien placé pour connaître... « Ce serait une erreur », écrit-il notamment, « de croire qu'existe en RDA comme une ébauche du socialisme sans que les citoyens de ce pays en soient vraiment partie prenante, mais tout de même. Comme s'il s'agissait maintenant, malgré toutes les insuffisances de ce qui a été fait jusqu'alors, de poursuivre pas à pas l'œuvre progressiste de parachèvement de la démocratie socialiste. Mais comment « parachèver » une démocratie socialiste qui n'existe pas du tout ? Comment peut-on parler de liberté lorsqu'on doit enfermer un peuple tout entier derrière un mur, des champs de mines et des mitrailleuses automatiques, afin que ce peuple ne « décampe » pas vers l'Occident capitaliste ? (...) ». Les réflexions de Robert Havemann sur le socialisme, sur ses perspectives, ainsi que les propositions con-

crètes qu'il esquisse méritent d'autant plus de retenir l'attention qu'elles sont faites à partir d'un point-de-vue qui se veut résolument marxiste. Elles sont de nature à enrichir le débat général sur le socialisme et sur ses perversions. Il faut toutefois regretter que Havemann prenne peu en considération la dimension internationale du problème du socialisme, c'est-à-dire, en clair, la question de la politique extérieure de l'URSS actuellement et de son hégémonisme, et ce, même s'il dénonce avec vigueur « l'étranglement du Printemps de Prague » par l'armée soviétique en 1968 et s'il se félicite aussi du recul de l'hégémonie du parti communiste sur les partis communistes d'Europe de l'Ouest.

Jean SCHUBERT

Robert Havemann, *Etre communiste en Allemagne de l'Est*, Maspéro, 40 F.
En vente à la librairie Les Herbes sauvages, 70, rue de Belleville, 75020 Paris.



Robert Havemann

Le conseil des ministres maintient l'avortement en liberté surveillée

(Suite de la page une) tarifiées... On imagine les prix : jusqu'à 18 000 F dans une clinique parisienne.

LES REVENDEICATIONS DES FEMMES

Malgré ce début de dépenalisation de l'avortement, les femmes ne peuvent se satisfaire de cette loi restrictive et discriminatoire. 50 % des IVG se font encore dans des conditions d'illégalité, qui tombent sous le coup de la loi et où les bonnes conditions sont encore plus garanties par l'argent. Une femme qui ne peut payer, se retrouve toujours condamnée à la « faiseuse d'anges » ! De même celle qui, de démarche en démarche, a vu le délai des dix semaines dépassé !

De même, l'adolescente qui n'ose pas parler à ses parents et qui prendra le risque d'être mutilée ! Ou alors, il lui faut subir sa grossesse. (Et elle est responsable de son bébé quand il est né, mais pas de son corps avant la naissance !)

Il est bien évident que plus tôt est fait un avortement, et moins il est traumatisant pour la femme, mais sans la gratuité totale, sans la suppression des délais, on ne peut parler d'un droit des femmes à choisir de donner la vie.

Et quand le gouvernement parle de faire appliquer la loi en ouvrant des centres dans tous les hôpitaux... de qui se moque-t-il ? Nous avons eu l'occasion de publier la note envoyée par Barre aux préfets et où il est clairement indiqué que les crédits seraient restreints. Faudra-t-il dépouiller Pierre pour habiller Paul ? Supprimer un autre service pour ouvrir un centre d'IVG ? Qui rentrerait dans cet impensable dilemme ?

Enfin, l'interdiction faite par la loi à une information large sur la contraception et sur les méthodes et lieux d'avortement impose à une grande quantité de femmes des grossesses non désirées et les oblige à avorter. Alors ? La boucle est bouclée. Une situation qui ne peut pas durer.

Claire MASSON

Portugal : le PCP entre en campagne électorale

AL'APPROCHE des élections législatives du 2 décembre, le PCP (Parti communiste portugais) s'efforce de donner de lui-même une image de parti ouvert et démocratique. Il vient à cet effet de ressortir des oubliettes le MDP (Mouvement démocratique portugais) qui regroupe les gens proches de lui, afin de se trouver un partenaire avec qui passer une alliance électorale, baptisée pour la circonstance Alliance du peuple uni (APU).

Dans la foulée, Alvaro Cunhal, le chef du PCP, accueille cette semaine ce-

lui du PCI (Parti communiste italien), Enrico Berlinguer. Celui-ci en débarquant mardi 2 octobre de son avion a tenu certes à préciser que des divergences importantes séparaient encore les deux partis. Cela ne l'empêchera pas samedi 6 octobre d'être aux côtés de Cunhal dans un meeting visant à persuader les sceptiques que le PCP a opéré un « virage démocratique ».

Par toutes ces manœuvres, le PCP espère séduire la fraction de l'électorat socialiste déçue par l'ex-gouvernement socialiste de Mario Soares et renforcer ainsi son influence.

Collusion militaire Israël - USA au Proche-Orient

DEPUIS plusieurs mois, Carter avait décidé de créer une force d'intervention américaine « d'urgence » prête à intervenir partout dans le monde en l'espace de 36 heures au cas où les intérêts vitaux des Etats-Unis seraient menacés. Selon le quotidien israélien *Yedoth Aharonoth*, cette force de 100 000 hommes sera prochainement opérationnelle. Personne ne s'y trompe, le « partout dans le monde » signifie essentiellement le golfe arabo-persique et le Proche-Orient. Toujours selon des sources israéliennes, pour rendre cette force plus mobile et plus efficace, on étudierait à Washington la possibilité de la trans-

avorter
c'est notre droit

paris

6 octobre 79

14h

marche des femmes

départ. Denfert-Rochereau

L'HUMANITE ROUGE - Samedi 6 et dimanche 7 octobre 1979

GISCARD EN AQUITAINE

« Il faut se serrer les coudes ! »

Oui, mais contre le serrage de vis

« **Q**UAND on pense aux difficultés que la France traverse, notre intérêt à tous, c'est de comprendre qu'il faut se serrer les coudes ». C'est l'appel au consensus social que Giscard a lancé aux Agenais et à travers eux à tous les travailleurs de France. Quant aux difficultés dont parle Giscard, les habitants de la région Aquitaine en connaissent un rayon : 63 000 chômeurs aujourd'hui, 80 000

prévus en décembre selon les milieux patronaux, 6,4 % de la population active est sans emploi en Aquitaine (10,4 % pour les femmes).

Les patrons du Sud-Ouest viennent de demander à Boulin, ministre du travail, de pouvoir licencier librement ! Les deux tiers des travailleurs de la région gagnent moins de 3 000 F par mois. Dans le Lot-et-Garonne, 16 000 exploitations agricoles ont disparu en vingt ans. Le revenu

moyen des agriculteurs aquitains, selon le journal *Sud-Ouest* est inférieur à la moyenne nationale et ne représente que le quart de celui d'un paysan de l'Île-de-France.

« Se serrer les coudes », les Agenais ont montré qu'ils savaient le faire pour manifester contre Giscard. Ils étaient trois à quatre mille à l'appel de la CGT et de la CFDT. Quant aux agriculteurs, ils étaient plus

de mille à l'appel de la FDSEA. Les deux cortèges ont fait leur jonction, puis se sont dispersés à 17 heures.

« Se serrer les coudes », dans la bouche de Giscard, ça veut dire que les travailleurs devraient collaborer à leur propre exploitation. Giscard voudrait que les travailleurs acceptent les licenciements, les attaques contre les avantages acquis sans lever le petit doigt.

C'est aux travailleurs d'Agen qu'il a conseillé de se serrer les coudes avec les patrons : les patrons de Mammouth dont les bénéfices ont augmenté de 81 % en un an, alors que les salaires des travailleurs stagnent depuis des années, des patrons qui licencient, reviennent sur les avantages acquis refusent les augmentations de salaires. Comme à Eaton, à St-Nazaire, à Laval, à la « Ruche » d'Agen. Quand les travailleurs refusent la politique d'austérité et le fa-

meux consensus social, ce sont les CRS et les milices que Giscard envoie contre eux. Cela va même jusqu'à l'arrestation de militants syndicaux comme à Rouen. Pour lui « se serrer les coudes », cela signifie prendre des coups et dire merci. Si les travailleurs « se serrer les coudes », ça sera bien contre la politique d'austérité et de répression de Giscard.

Léon CLADEL

Agen :
Mammouth
écrase
les travailleurs

Agen, correspondance

LA Ruche méridionale est une société commerciale liée à la centrale d'achat Paridoc. Ce n'est en fait que la branche régionale (Aquitaine) d'un gros trust. La Ruche méridionale a son siège à Agen et est présidée par M. Guignard père et fils, aidés en cela par une équipe de jeunes requins qui font de la société une des plus sales boîtes de la région.

De plus le Guignard en question a le bras long. Ne vient-il pas de soudoyer le maire d'Agen pour contrer l'installation d'un concurrent (Carrefour).

La Ruche méridionale possède sept Mammouth (hypermarchés), des dizaines de Suma et Sideco et plus d'une centaine d'épiceries (Ruches). Elle emploie 2 200 employés.

Mammouth fête aujourd'hui son dixième anniversaire, autant dire que ce n'est pas une fête pour les travailleurs, car si patrons et actionnaires sablent le champagne de leur réussite, c'est grâce à l'exploitation des travailleurs.

LES SALAIRES

Un employé gagne en moyenne 2 110 F par mois, une caissière 2 203 F par mois, mais comme trois-quarts des caissières travaillent à mi-temps, elles touchent 1 371 F par mois.

L'EMBAUCHE

La Ruche embauche des travailleurs avec des contrats préliminaires de trois à six mois, lui permettant de choisir, syndicalement parlant, ses employés.

Sur Agen, la Ruche bat les records de procès en prud'homme pour licenciements.

GÉRANCE DES
MAGASINS

Pour tenir ses petites succursales, la Ruche embauche des gérants dans des conditions honteuses. Premièrement : 2 500 F par mois, mais pour un couple, 2 500 F pour le couple, pas pour chacun.

Deuxièmement, le gérant est responsable des pertes (vols, casse, produits avariés). Troisièmement, vu le travail, le couple n'est pas en reste pour travailler et la femme n'est pas déclarée, ni payée.

10e ANNIVERSAIRE
ÇA FERA DATE
DISAIENT LES
PUBLICITÉS

Les travailleurs, eux, se disent en douce que la grève dans les Mammouth un jour d'anniversaire et en plus un samedi fera encore plus de bruit.

Car les travailleurs ont décidé de passer à l'action. Devant les miettes proposées à la dernière commission paritaire (2 % d'augmentation) et signées par FO comme d'habitude, l'intersyndicale CGT-CFDT, dans la plus grande unité, appelle à la grève.

Mammouth-Albi, grève le samedi 6 octobre ; Mammouth de Castres, grève le vendredi 5 ; Mammouth de Tarbes, samedi 6 ; Mammouth à Agen, enfin, le samedi 6.

De toutes façons, les patrons peuvent payer et ils l'ont dit eux-mêmes : les bénéfices ont augmenté de 81 % par rapport à l'an passé.

LES
REVENDEMENTS

Les travailleurs réclament : ouverture de négociations immédiates, augmentation de tous les salaires de 200 F, ne pas ouvrir le dimanche, paiement des heures de grève.

ST-NAZAIRE
A Eaton : opération
antiouvrière
et antisyndicale

St-Nazaire, correspondant.

EATON est une usine d'une société américaine qui fabrique des boîtes de vitesse de camions. Elle emploie environ 350 personnes. Vendredi 28 septembre, les sections syndicales CGT et CFDT organisent un arrêt de travail pour exiger la satisfaction de leurs revendications, qui portent sur les salaires (augmentation des bas salaires), les classifications (seuil minimal d'embauche 03, passage à P1 de tous les métallurgistes qualifiés), la réduction du temps de travail (35 heures pour les travailleurs travaillant en 2X8, 37 heures pour les ouvriers en régime normal).

La direction cherche alors la provocation : elle refuse leur bulletin de paie à ceux qui avaient débrayé ; elle cherche même le contact physique. Elle prend prétexte d'un incident sans gravité pour jeter des travailleurs à la rue : elle annonce 4 licenciements immédiats, 6 demandes de licenciements (dont le secrétaire et le trésorier de la section CGT), 3 mises à pied (2 délégués CFDT, 1 délégué CGT)...

Dans le même temps, elle parle d'augmenter les horaires (à 45 heures) et d'embaucher pour faire face au problème que lui pose l'incendie d'une usine du groupe.

Cette attitude provocatrice n'est pas nouvelle : de-

puis la création de l'entreprise, la direction cherche à détruire les sections syndicales CGT et CFDT. A chaque fois, une riposte unie de tous les travailleurs et de leurs sections syndicales a fait échouer ces manœuvres.

Cette fois encore, les travailleurs ont fermement réagi : le 3 octobre, ils déclaraient la grève qu'ils ont reconduite jeudi 4 et vendredi 5. Jeudi 4 octobre, ils ont manifesté sur le pont de St-Nazaire, bloquant les postes de péage et permettant aux usagers de franchir la Loire librement.

Ce sont tous les acquis des travailleurs qui sont en cause. La CGT et la CFDT sont décidées à mettre tout en œuvre pour faire échouer aux projets de la direction, pour faire aboutir les revendications, lutter contre les licenciements et les sanctions. Déjà, au plan local, l'Union des métaux CFDT et le comité de coordination CGT de la métallurgie préparent une large riposte unie.

DERNIEREMINUTE

Une délégation de travailleurs a demandé l'intervention de l'inspection du travail. Les grévistes ont bloqué le pont, mais également l'entrée de l'avenue de la République, ils sont ensuite allés à la gendarmerie « récupérer » un délégué arrêté par les policiers, puis ils se sont rendus à la sous-préfecture.

Répression
à Falmfom (Laval)

GREVE illimitée avec occupation des locaux depuis le lundi 1er octobre à l'usine Falmfom à Laval (fabrication de pompes). Cette usine appartenait à LMT, mais avec la fusion LMT-Thomson, changement de direction de Falmfom qui devient la SEH-Falmfom. 66 % des ouvriers ont voté la grève à l'appel de la CGT et de la CFDT.

La nouvelle direction veut remettre en cause les avantages acquis depuis

1968. La revendication est : maintien des avantages acquis, refus des augmentations individuelles que voudrait imposer la direction et augmentation de 7 % des salaires. Les cadres non grévistes ont manifesté mercredi et une bousculade légère a eu lieu au piquet de grève. La direction a saisi le tribunal des référés qui devait tenir son audience jeudi.

Ces attaques des non-grévistes et de la direction ont, semble-t-il, renforcé la détermination des ouvriers et ouvrières en lutte.

Intervention
des flics à
Mammouth (Rennes)

DÉCIDÉMENT, les travailleurs des grandes surfaces se sont donnés le mot pour fêter comme il se doit l'anniversaire de Mammouth. A Rennes, les employés de cette grande surface ont occupé

pendant une semaine les locaux et condamné les entrées par des « barricades » de caddies. La police est intervenue à l'appel de la direction pour expulser brutalement les grévistes en lutte pour leurs salaires.

ROUEN

6000 pour la
libération
de Marcel Lamy

LES travailleurs rouennais ne sont pas décidés à laisser le champ libre à l'arbitraire du pouvoir. Jeudi 4 octobre à 16 h 30 environ, 6 000 personnes se sont rassemblées devant la prison Bonne nouvelle pour exiger la libération de Marcel Lamy incarcéré au début de la semaine. Militant CGT à la Compagnie française d'entreprise métallique (CFEM) et maire adjoint PCF de Bardouville, il a été arrêté par la police dans le cadre d'une action de popularisation menée par des travailleurs de la CFEM contre les menaces qui pèsent sur leur emploi. La CFEM qui est une filiale commune d'Usinor et Sacilor spécialisée dans les grosses installations (pont, plateforme de forage off-shore) est menacée de fermeture.

Ainsi un travailleur qui défend son emploi est mis en prison à la suite d'une procédure de flagrant délit. Le procès de Marcel Lamy doit avoir lieu le 9 octobre, il est inculpé de violence contre un policier.

Après une première manifestation qui rassembla mercredi 3 octobre environ 2 000 personnes, la manifestation de jeudi appelée par

la CGT et la CFDT ainsi que par le PCF et le PS fut remarquable par son ampleur (elle n'avait été préparée qu'en un jour) et sa détermination. Au port autonome de Rouen, ce fut un arrêt total du travail de 16 h 30 jusqu'à 7 heures du matin le vendredi. Des débrayages eurent lieu dans plusieurs autres entreprises et à l'usine Renault de Cléon, où 200 personnes environ se réunirent et manifestèrent dans l'entreprise. Dans la mesure où la prison, lieu du rassemblement de jeudi, est construite en pleine zone industrielle de nombreux travailleurs se joignirent, en sortant du boulot, à la manifestation qui se termina devant la préfecture.

Vendredi la commission exécutive de l'UD-CGT se réunissait pour décider d'une riposte d'ampleur au niveau du département. D'ores et déjà, les syndicats CGT de la métallurgie ont décidé d'une grève générale pour la journée du mardi 9 octobre en soutien à leur camarade qui passe en procès ce jour-là. A cette occasion, on peut s'attendre à une importante manifestation pour faire reculer le pouvoir.

P.M.

FOYERS SONACOTRA

Expulsion à Reims?

LES résidents des foyers Sonacotra de Reims passent en appel le lundi 8 octobre à 14 heures. Si le jugement est défavorable, l'expulsion peut intervenir dès le len-

demain matin. Le comité des résidents et le comité de soutien, appellent à venir nombreux au rassemblement qu'ils organisent sur les marches du Palais de justice de Reims, lundi à 18 h.

La révolution chinoise depuis 1949

En 30 années, depuis l'avènement de la République populaire, la Chine a connu des changements considérables. Malgré les épreuves, les vicissitudes, le peuple chinois a, sous la direction de son Parti communiste, obtenu, dans cette période — très courte — des progrès sans précédent. Par rapport à la période d'avant 1949, avant la libération, la physiologie de la Chine s'est profondément modifiée. Les conditions d'existence du peuple se sont beaucoup améliorées. Ces réalisations qui concernent près du quart de la population du globe et constituent une grande contribution à l'émancipation de l'humanité, ont démontré avec force la supériorité du système socialiste.

Dans le cours même de ce processus, des luttes politiques complexes et aiguës se sont déroulées au sein de la société chinoise, y compris au sein du Parti

communiste : à certains moments, comme cela a été le cas avec Lin Biao et les Quatre, la poursuite et l'essor de la construction du socialisme en Chine se sont trouvés gravement menacés.

Au total, l'histoire de ces 30 dernières années en Chine constitue donc un processus très complexe. Sur nombre d'événements qui ont jalonné cette période, sur nombre de questions qu'elle a ouvertes, le Parti communiste chinois lui-même n'a pas encore porté un jugement définitif.

Aussi, en évoquant ici l'histoire de la République populaire de Chine, la lutte menée par le Parti communiste et le peuple chinois au cours des trois dernières décennies, nous entendons seulement rappeler certains traits marquants de cette période, fournir certains points de repère.

POINTS DE REPERE CHRONOLOGIQUES

Lorsque le 1^{er} octobre 1949, sur la place Tien An Men, à Beijing, Mao Zedong proclame la naissance de la République populaire de Chine, et affirme «le peuple chinois est debout», la guerre de libération s'achève seulement. La Chine est marquée par des siècles de féodalisme, des décennies d'oppression impérialiste, plus de vingt années de guerre ininterrompue. En cette année 1949, la physiologie de la Chine c'est notamment une agriculture très arriérée, une industrie faible et dépendante, une économie désorganisée.

Dans les conditions spécifiques de la Chine de 1949, jusque-là pays semi-colonial et semi-féodal, l'objectif fixé par le Parti communiste chinois est alors l'achèvement des tâches de la révolution de démocratie nouvelle et le passage de cette révolution à la révolution socialiste.

Concrètement, ce n'est qu'en 1956, près de sept ans après la fondation de la République populaire, que la transformation socialiste en Chine sera considérée comme accomplie pour l'essentiel. La phase de transition qui va ainsi de 1949 à 1956 représente à plus d'un titre une très grande victoire pour la révolution chinoise et les tâches accomplies dans cette phase, sous la direction du Parti communiste chinois et du camarade Mao Zedong, ont un apport historique dans l'histoire du socialisme mondial.

Grâce à la direction qu'ils exercent sur le pays à partir d'octobre 1949, la classe ouvrière et le Parti communiste — qui avaient précédemment dirigé la lutte de libération nationale — vont en effet conduire victorieusement le processus qui mène la Chine semi-coloniale et semi-féodale au socialisme, évitant la domination de la société chinoise par le capitalisme et la dictature bourgeoise, tout en prenant en compte l'état économique et social arriéré d'où part la Chine nouvelle. C'est la concrétisation de la thèse formulée par Mao Zedong dans «La démocratie nouvelle» sur la révolution ininterrompue par étapes. Comment ce processus s'est-il concrétisé ?

De 1949 à 1953 : C'est l'achèvement de la révolution démocratique qui reste une révolution démocratique bourgeoise sur le plan de l'économie. Ainsi, parmi les mesures prises il y a redistribution des terres : réunis en assemblées populaires, les paysans se partagent les terres des propriétaires fonciers. Près de la moitié des terres cultivées sont ainsi réparties, près de 300 millions de paysans sont concer-

nés par cette gigantesque révolution sociale.

Dans le même temps, une série de lois devant régir la nouvelle société sont promulguées : lois sur le mariage et le divorce, affirmant l'égalité de l'homme et de la femme, lois autorisant l'organisation des syndicats, etc.. Une lutte de longue haleine s'engage pour faire passer dans la vie ces réformes démocratiques.

C'est en pleine période de reconstruction que le peuple chinois, au prix de grands sacrifices, va apporter une aide très importante à la Corée agressée par l'impérialisme américain, notamment en envoyant des volontaires.

1953 : le prolétariat qui détient le pouvoir politique depuis 1949, impose la transformation progressive et pacifique de l'économie capitaliste en économie socialiste. A ce moment, coexistent en Chine, dans l'industrie et le commerce, plusieurs secteurs : le secteur d'Etat, composé d'entreprises confisquées aux bourgeois compradores ; le secteur capitaliste d'Etat dans lequel les bourgeois nationaux ont des actions ; le secteur privé appartenant aux bourgeois nationaux. La politique menée va consister notamment à essayer de régler pacifiquement les contradictions avec la bourgeoisie nationale qui avait elle-même souffert de l'oppression impérialiste et féodale, et de la rallier à l'effort de reconstruction nationale. C'est Mao Zedong qui, partant des conditions concrètes de la Chine, définit la politique d'utilisation, de limitation et de transformation de l'industrie et du commerce capitalistes, une politique souple qui prévoit la limitation et l'intégration progressive au secteur d'Etat des activités capitalistes, notamment par la pratique du «rachats» à leurs propriétaires, l'indemnisation s'étalant sur plusieurs années.

La même année, c'est le début du grand mouvement de coopération agricole qui va transformer le visage de la Chine. Pour des centaines de millions de paysans chinois, c'est un apprentissage progressif de la collectivisation, à travers une série d'étapes qui seront franchies de manière décentralisée, du simple groupe d'entraide à la coopérative de type supérieur, où la terre et les moyens de production sont collectivisés, la rétribution se faisant alors selon le travail fourni. Le processus est fondé sur un principe essentiel : celui du libre consentement des masses paysannes qui avaient déjà expérimenté, sous la direction du PCC, des

formes de coopération agricole dans les zones libérées, avant 1949, et qui se convainquent progressivement, sur la base des premières expériences positives, de la nécessité du mode de production collective pour s'arracher à la misère. Dans cette lutte complexe, le PCC, sous la direction de Mao Zedong, doit combattre à la fois les tentatives des paysans riches de saboter la collectivisation et les tendances gauchistes visant à «brûler les étapes». L'expérience menée ainsi en Chine va permettre notamment de résoudre pour l'essentiel le grave problème de la faim dans ce pays, et devenir un exemple de très grande portée, notamment dans le Tiers-Monde.

Cette collectivisation réussie de l'agriculture, et presque complètement achevée dès 1956, fournit une base matérielle solide au développement de l'économie chinoise.

Dans le même temps, dans les villes, l'artisanat et le petit commerce suivent également la voie du regroupement en coopératives, là aussi de façon progressive, selon la politique du PCC

1954 : Première session de la première assemblée populaire nationale. Mao Zedong, alors président de la République, déclare notamment dans l'allocation d'ouverture : «Luttons pour édifier un grand Etat socialiste... afin d'être à même en quelques quinquennats de transformer notre pays, aujourd'hui économiquement et culturellement arriéré, en un grand pays industrialisé, doté d'une culture moderne hautement développée».

1955 : La Chine participe activement à la conférence afro-asiatique de Bandung, en Indonésie, qui réunit un grand nombre de pays nouvellement indépendants. Zhou En Lai est présent aux côtés de Nasser, Nehru et d'autres chefs d'Etat ou de gouvernement pour une réunion qui fera date dans l'effort de regroupement politique du Tiers-monde.

1956 : Grâce à la politique du «rachats», et à la collectivisation de l'agriculture, le passage de la «démocratie nouvelle» à la révolution socialiste s'est accompli.

Le PCC convoque son 8^e Congrès, sous la présidence de Mao Zedong. Le Congrès estime notamment qu'en Chine, «l'histoire plusieurs fois millénaire du système d'exploitation de classes a pratiquement pris fin». Il fixe pour tâche essentielle au peuple chi-



1^{er} octobre 1949, place Tien-An-Men : «Le peuple chinois est debout !»

nois, dans la période à venir, le développement des forces de production.

Certaines positions adoptées par ce Congrès ont été violemment attaquées par la suite, durant la Révolution culturelle. Dans le rapport adopté au 10^e Congrès du PCC, en août 1973, on évoque par exemple «la thèse absurde, révisionniste, que Liu Shaoqui et Chen Po-Ta avaient glissée dans la résolution du 8^e Congrès et selon laquelle la contradiction principale à l'intérieur du pays, ce n'est pas la contradiction qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie, mais celle entre le système socialiste avancé et les forces de production sociales arriérées».

D'autres appréciations ont été portées, telle celle exprimée par Ye Jianying, vice-président du CC du PCC et président du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale, dans un discours prononcé le 29 septembre dernier pour le 30^e anniversaire de la République populaire de Chine. Il estime notamment : «Le 8^e congrès de notre parti a eu raison (...) de prescrire, pour la période à venir, la tâche essentielle de dé-

velopper vigoureusement les forces sociales de productions».

Respectivement avant et après le 8^e Congrès, Mao Zedong a publié deux textes importants : «Sur les dix grands rapports», puis «De la juste solution des contradictions au sein du peuple».

Discours de Mao : «Sur les dix grands rapports».

Dans «Sur les dix grands rapports» (avril 1956), Mao établit un bilan systématique de l'expérience acquise dans l'édification économique de la Chine depuis sept ans, et définit les principes fondamentaux pour l'édification socialiste dans les conditions spécifiques de la Chine, non seulement dans le domaine économique mais aussi dans une série d'autres domaines. Au cœur de ce discours prononcé devant le bureau politique du PCC, se trouvent les leçons de l'expérience soviétique, avec «les insuffisances et les erreurs», dit Mao, «apparues au cours de l'édification socialiste de l'Union soviétique, et qui ont été mises au jour récemment». Parmi ces insuffisances et ces erreurs, Mao relève notamment : «L'URSS et certains pays de l'Europe orientale ont mis l'accent unilatéralement sur l'in-

dustrie lourde aux dépens de l'agriculture et de l'industrie légère...» «En Union Soviétique, on presse les paysans à l'ex-cès... de graves erreurs ont été commises à ce sujet...» «Nous ne devons pas, comme l'URSS, concentrer tout entre les mains de l'autorité centrale et exercer un contrôle trop rigide sur les administrations locales, sans laisser aucune marge à leur initiative».

«En URSS, le rapport entre la nationalité russe et les minorités est très anormal, cela doit nous servir de leçons». Dans ce texte, Mao, traitant du rapport entre la Chine et les autres pays, souligne : «Notre politique consiste à nous inspirer des points forts de tous les pays et nations, à apprendre tout ce qu'ils ont de vraiment bon dans les domaines politique, économique, scientifique, technique, littéraire et artistique. Mais, il faut procéder de manière analytique et critique, et non pas apprendre aveuglément ni à tout copier pour l'appliquer mécaniquement (...). C'est également une telle attitude que nous devons adopter à l'égard de l'expérience de l'Union soviétique et des autres pays socialistes».

Or, faute d'idée claire là-dessus, certains d'entre nous allaient jusqu'à imiter leurs points faibles». Face aux erreurs commises en URSS, Mao affirme la nécessité d'une voie spécifique adaptée à la Chine pour l'édification du socialisme.

Refusant le verdict de Khroutchev qui condamne Staline, Mao critique les erreurs de celui-ci, en estimant que ses mérites et ses erreurs «sont dans le rapport de sept à trois».

«De la juste solution des contradictions au sein du peuple».

195 : Lorsqu'en février, Mao Zedong prononce son discours sur «la juste solution des contradictions au sein du peuple», les mois précédents ont connu en Chine quelques troubles restreints. Des ouvriers et des étudiants, en nombre limité, se sont mis en grève dans certains endroits : le phénomène est analysé par le Parti communiste chinois comme résultant à la fois d'erreurs bureaucratiques qui ont empêché la satisfaction de revendications qui auraient pu l'être, et de l'insuffisante éducation idéologique et politique d'ouvriers et d'étudiants qui exigeaient plus que ce que l'état de la Chine pouvait alors permettre.

Mais la Chine est épargnée par la crise qui secoue dans la même période, en relation avec le processus de restauration du capitalisme et de «déstalinisation» en URSS (1956 : 20^e Congrès du PCUS), nombre de pays de l'Europe de l'Est.

Constatant «notre pays est aujourd'hui plus uni que jamais» Mao se livre sur la base de l'expérience des années précédentes à une analyse de la situation politique et économique. Distinguant «les contradictions entre nous et nos ennemis et les contradictions au sein du peuple», il inclut parmi ces dernières celles entre la classe ouvrière et la bourgeoisie nationale, estimant que si ces contradictions sont de nature antagoniste puisque entre exploités et exploités, elles peuvent cependant, dans les conditions concrètes de la Chine nouvelle, être résolues pacifiquement. Pour résoudre les contradictions au sein du peuple, souligne Mao, il faut veiller à recourir aux méthodes démocratiques : «Toute question d'ordre idéologique, toute controverse au sein du peuple ne peut être résolue que par des méthodes démocratiques, par la discussion, la critique, la persuasion et l'éducation ; on ne peut la résoudre par des mé-

thodes coercitives et répressives».

«Il faut, dit Mao, partir du désir d'unité pour arriver à une unité supérieure, tirer la leçon des erreurs passées pour en éviter le retour et guérir la maladie pour sauver l'homme». Ceci est rendu possible du fait que «les contradictions de la société socialiste diffèrent radicalement de celles des anciennes sociétés» qui «se manifestent par des antagonismes et des conflits aigus, par une lutte de classe acharnée». Mao estime que dans la société socialiste, les contradictions pouvant éviter de prendre l'acuité qu'elles ont dans la société capitaliste, les contradictions au sein du peuple ne sont pas condamnées à devenir antagonistes si elles sont traitées correctement ; mais cela n'implique nullement, souligne Mao, l'extinction de la lutte de classes. A ce sujet, il déclare : «En Chine, la transformation socialiste, en tant qu'elle concerne la propriété, est pratiquement achevée ; les vastes et tempêteuses luttes de classes, menées par les masses en période révolutionnaire, sont pour l'essentiel terminées. Néanmoins, il subsiste des vestiges des classes renversées des propriétaires fonciers et des compradores, la bourgeoisie existe encore, et la transformation de la petite bourgeoisie ne fait que commencer. La lutte de classes n'est nullement arrivée à son terme. La lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre les diverses forces politiques et entre les idéologies prolétarienne et bourgeoise sera encore longue et sujette à des vicissitudes, et par moments, elle pourra même devenir très aigue. Le prolétariat cherche à transformer le monde selon sa propre conception du monde, et la bourgeoisie, selon la sienne. A cet égard, la question de savoir qui l'emportera, du socialisme ou du capitalisme, n'est pas encore véritablement résolue».

Une double préoccupation est ainsi exprimée : ne pas sous-estimer le poids que peut avoir encore la bourgeoisie, idéologiquement et politiquement, au sein de la société chinoise, et par ailleurs préserver l'unité la plus large possible du peuple, afin d'édifier le socialisme. Dans le même ordre d'idées, s'agissant des millions d'intellectuels qui servaient l'ancienne société, Mao souligne que la Chine socialiste a besoin d'eux et qu'il faut les traiter en conséquence pour les amener à servir le régime socialiste. «Nombre de nos camarades, note-t-il, ne savent pas rallier à eux les intellectuels, ils se montrent rigides à leur égard, ils ne respectent pas leur travail et, dans le domaine scientifique et culturel, ils se permettent une ingérence déplacée dans les affaires dont ils n'ont pas à se mêler. Nous devons en finir avec tous ces défauts».

«Campagne contre les droitières».

Dans cette période, des intellectuels mettent à profit le mot d'ordre des «Cent fleurs», pour se livrer à une attaque en règle

contre le socialisme. Le PCC réagit en déclenchant la «campagne contre les droitières». Certains jugements portés aujourd'hui estiment que cette campagne a eu un ampleur exagérée. Ainsi, dans son discours du 29 septembre dernier, Ye Jianying a déclaré : «En 1957, quoiqu'une riposte de notre part contre l'attaque déclenchée par un nombre infime de droitières bourgeois s'avérât nécessaire, nous avons commis l'erreur de donner à cette lutte une ampleur exagérée».

Au même moment, cependant un mouvement de départ dans les campagnes pour les cadres et les intellectuels, ainsi qu'un mouvement d'éducation contre les tendances capitalistes de paysans enrichis.

Le «grand bond» : L'enjeu et le bilan

1958 : Sur la base de la transformation socialiste déjà effectuée dans le pays, et en se fondant largement sur les principes énoncés par Mao dans «Sur les aux

grands rapports», le PCC lance un vaste mouvement de mobilisation des masses pour accélérer l'édification du socialisme. Ce «grand bond en avant» est un choix politique fondamental : s'appuyant sur la mobilisation populaire, il doit permettre de changer de fond en comble la campagne chinoise où vit l'immense majorité de la population. Il doit permettre de mettre pleinement en valeur le principe de «compter sur ses propres forces», à un moment notamment où les dirigeants chinois sont de plus en plus préoccupés par les conséquences de la ligne révisionniste de Khroutchev, par la restauration du capitalisme en URSS, alors même que la réalisation de nombre d'objectifs de l'économie chinoise reste assez largement dépendante de la collaboration avec l'URSS. La politique du «Grand bond en avant» met l'accent sur la recherche de solutions originales et nationales pour le développement du pays. Dans le cadre de la planification socialiste, elle vise aussi à une importante décentralisation, devant favoriser les initiatives, limiter la bureaucratie.

Le passage aux communes populaires.

La création de milliers d'entreprises est impulsée : usines, ateliers de toutes sortes dans l'ensemble du pays. La mesure la plus importante est la création des communes populaires, prolongement du mouvement de coopéra-



30 juin 1960 : le décret sur la réforme agraire est promulgué.

trés sont attribuées alors surtout aux calamités naturelles et à l'inexpérience. L'objectif de développer la production d'acier à partir de petits bas-fourneaux dans les campagnes est rejeté. Cependant, le Parti maintient l'essentiel des objectifs du «Grand bond», en particulier les communes populaires. Peng Dehuai, vétéran de la lutte de libération du peuple chinois, ancien commandant du corps des volontaires chinois en Corée, contre l'impérialisme américain, est alors en désaccord avec la politique du «Grand bond» et est démis de ses fonctions de ministre de la Défense, il est remplacé par Lin Biao.

1960 : A la conférence de Moscou dite des «81 partis communistes et ouvriers», le PCC livre une très grande bataille de principes pour la défense du marxisme-léninisme au sein du mouvement communiste international. Il s'oppose notamment au parti de l'Union soviétique qui fortement engagé dans la dégénérescence révisionniste, et la politique de restauration du capitalisme en URSS, cherche à isoler le Parti communiste chinois, à le contraindre à s'aligner sur lui.

Alors que les divergences entre le PCC et le PCUS deviennent de plus en plus ouvertes, le gouvernement soviétique retire brutalement de Chine tous ses techniciens, certains partant avec des plans d'usines en construction. Ce sabotage délibéré porte gravement atteinte à l'économie chinoise, d'autant que dans la même période des calamités naturelles touchent près de la moitié des terres cultivées.

1960 : Mao Zedong soutient la charte du travail de l'aciérie d'Anshan qui, en mettant en avant «la politique aux postes de commandes (produire pour qui ?) la direction du parti dans l'entreprise, la participation des ouvriers à la gestion et des cadres au travail productif, etc., prend le contre-pied des méthodes de gestion du «modèle soviétique» (charte de Magnitogorsk).

1961 : Dans le domaine agricole, des mesures de réajustement sont prises : on réintroduit le lopin de terre individuel, le marché libre, on restreint les normes de rendement.

Des attaques contre Mao apparaissent dans les milieux intellectuels, littéraires et artistiques. La pièce : «La destitution de Hai Rui» apparaît comme un plaidoyer en faveur de Peng Dehuai, contre sa mise à l'écart des instances dirigeantes.

1962 : A l'occasion de mesures de réajustement, certains dirigeants dont Liu Shaoqi critiquent la ligne du «Grand bond» et la création des communes populaires.

Au 10^e plénum du Comité central du PCC, Mao, faisant référence aux enseignements tirés du processus de restauration du capitalisme en URSS, lance l'appel : «N'oubliez jamais la lutte de classes». Le Parti communiste adopte le mot d'ordre «Prendre l'agriculture comme base et l'industrie comme facteur dirigeant». Il lance le «Mouvement d'éducation socialiste» dont le but indiqué est de «briser l'enclerclement par les tendances spontanées au capitalisme».

La suite de cette chronique sera publiée dans les numéros datés de mardi 9 octobre, du Quotidien du Peuple et de L'Humanité Rouge.

Article commun au Quotidien du Peuple et à L'Humanité Rouge

En août, un plénum du Comité central du PCC examine les premiers résultats du «Grand bond en avant». Les difficultés rencon-

trées sont attribuées alors surtout aux calamités naturelles et à l'inexpérience. L'objectif de développer la production d'acier à partir de petits bas-fourneaux dans les campagnes est rejeté. Cependant, le Parti maintient l'essentiel des objectifs du «Grand bond», en particulier les communes populaires. Peng Dehuai, vétéran de la lutte de libération du peuple chinois, ancien commandant du corps des volontaires chinois en Corée, contre l'impérialisme américain, est alors en désaccord avec la politique du «Grand bond» et est démis de ses fonctions de ministre de la Défense, il est remplacé par Lin Biao.

Alors que les divergences entre le PCC et le PCUS deviennent de plus en plus ouvertes, le gouvernement soviétique retire brutalement de Chine tous ses techniciens, certains partant avec des plans d'usines en construction. Ce sabotage délibéré porte gravement atteinte à l'économie chinoise, d'autant que dans la même période des calamités naturelles touchent près de la moitié des terres cultivées.

1960 : Mao Zedong soutient la charte du travail de l'aciérie d'Anshan qui, en mettant en avant «la politique aux postes de commandes (produire pour qui ?) la direction du parti dans l'entreprise, la participation des ouvriers à la gestion et des cadres au travail productif, etc., prend le contre-pied des méthodes de gestion du «modèle soviétique» (charte de Magnitogorsk).

1961 : Dans le domaine agricole, des mesures de réajustement sont prises : on réintroduit le lopin de terre individuel, le marché libre, on restreint les normes de rendement.

Des attaques contre Mao apparaissent dans les milieux intellectuels, littéraires et artistiques. La pièce : «La destitution de Hai Rui» apparaît comme un plaidoyer en faveur de Peng Dehuai, contre sa mise à l'écart des instances dirigeantes.

1962 : A l'occasion de mesures de réajustement, certains dirigeants dont Liu Shaoqi critiquent la ligne du «Grand bond» et la création des communes populaires.

Au 10^e plénum du Comité central du PCC, Mao, faisant référence aux enseignements tirés du processus de restauration du capitalisme en URSS, lance l'appel : «N'oubliez jamais la lutte de classes». Le Parti communiste adopte le mot d'ordre «Prendre l'agriculture comme base et l'industrie comme facteur dirigeant». Il lance le «Mouvement d'éducation socialiste» dont le but indiqué est de «briser l'enclerclement par les tendances spontanées au capitalisme».

La suite de cette chronique sera publiée dans les numéros datés de mardi 9 octobre, du Quotidien du Peuple et de L'Humanité Rouge.

Article commun au Quotidien du Peuple et à L'Humanité Rouge

Mardi 9 octobre aux *Dossiers de l'écran* sur A 2

Les ventes d'armes

Une forte odeur de pétrole, d'uranium et de café

Actuellement, la somme totale des budgets militaires dans le monde atteint 350 milliards de dollars par an. Avant la Première Guerre mondiale, cette somme n'était « que » de 14,5 milliards et en 1938 de 61,6 milliards. Dans le monde entier, à peu près 30 millions de gens travaillent à la fabrication des armes. 40 % des scientifiques et des techniciens sont occupés par l'industrie de l'armement. Il y a actuellement plus de 40 millions de militaires en service, soit six fois plus qu'avant la Deuxième Guerre mondiale.

De 1945 à la riposte chinoise au Vietnam, il y a eu plus de 150 guerres locales. Le nombre de morts de ces guerres s'élève à 25 millions. Ce qui dépasse le nombre total des morts des deux guerres mondiales réunies. Terrible accumulation qui donne une idée de l'ampleur du marché des armes.

LE florissant marché des armes s'effectue dans le sens pays riche-pays pauvres, alors que la famine et le décollage économique sont les problèmes les plus urgents à résoudre ; voilà qui a de quoi choquer. L'exemple de l'Égypte est frappant. Ce pays consacre une part très importante de son budget à l'achat d'armes et à l'entretien d'une armée développée. Dans le même temps, elle voit sa démographie augmenter de façon impressionnante sans pouvoir donner du travail à chacun. Nombreux sont les chômeurs, grande est la misère. Comment expliquer cela ? Depuis trente ans, les

USA arment Israël jusqu'aux dents et l'ont encouragé à l'agression contre ses voisins. Ce fut notamment l'attaque de l'Égypte en 1956. Pour faire face, l'Égypte s'est alors tournée vers l'URSS qui lui a livré des armes et en a profité pour s'ingérer dans la conduite de ses affaires. L'Égypte s'est rapidement retrouvée accablée de dettes par l'URSS qui la pressait de payer. Elle a dû faire face en même temps aux dégâts causés par la guerre des Six jours en juin 1967 et celle du Kippour en octobre 1973. C'est pendant la guerre du Kippour que les Soviétiques, par le biais de leurs conseillers militaires,

ont entravé l'avance égyptienne.

Les livraisons d'armes sont bien souvent des moyens pour les pays riches de mettre le pied dans un pays, de s'introduire dans une région importante pour leur stratégie de domination mondiale, ou pour le pillage des matières premières ou du pétrole.

La tragédie des réfugiés vietnamiens et la guerre qui ensanglante les pays du Sud-Est asiatique en est un autre exemple plus actuel. Le Vietnam sort meurtri d'une guerre de libération nationale. Au lieu de reconstruire le pays dévasté par les bombardements US, poussé par l'URSS, il augmente son effort d'armement, enrôle tous les hommes valides pour agresser à son tour le Cambodge et le Laos. Résultat : des difficultés de toutes sortes pour le peuple vietnamien, la famine au Cambodge, des millions de réfugiés. Bien souvent, les pays fournisseurs (74 % des ventes sont faites par l'URSS et les USA) arment les deux adversaires qui se combattent : ainsi, l'URSS, après avoir fourni des armes à la Somalie contre l'Éthiopie, en fournit maintenant à l'Éthiopie contre la Somalie. Les livraisons d'armes servent bien souvent à préserver les intérêts, les positions des pays impérialistes menacés par la lutte des peuples. Ainsi, les USA fournissent toutes sortes de matériels au tyran Somoza. La France n'est pas en reste, elle qui livre sans vergogne des chars, des avions de combats, des mirages, des hélicoptères, des auto-mitrailleuses à Prétoria, qui servent à maintenir un régime raciste contre le peuple azanien en Afrique du Sud et au mépris de tous les peuples d'Afrique.

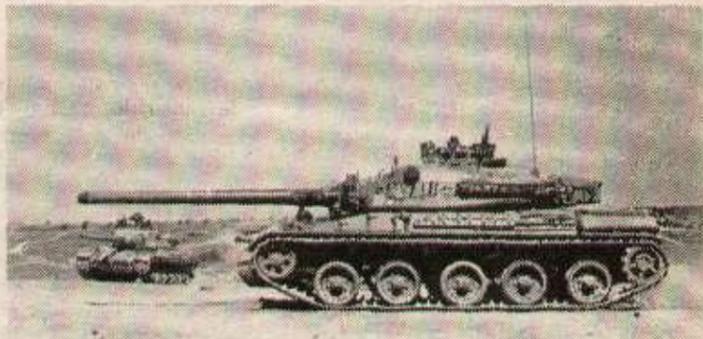
Non, décidément, il est difficile de séparer les ventes d'armes de la politique des grandes puissances basée sur le pillage des richesses du tiers monde (matières premières et énergie). Des armes qui ont une forte odeur de pétrole, d'uranium et de café.

Léon CLADEL

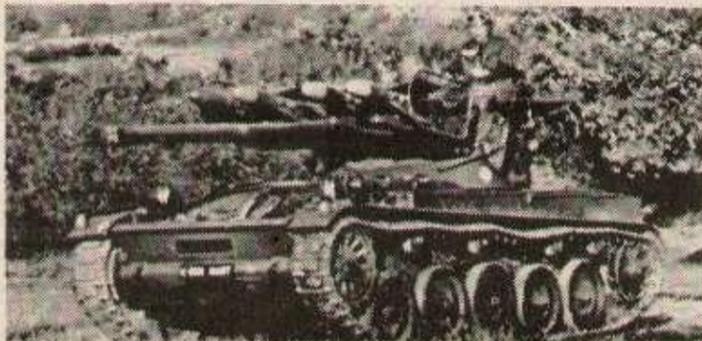
20 milliards de dollars en 78

VINGT milliards de dollars de vente d'armes en 1978. La part des USA et de l'URSS est de 74 % dans ces ventes d'armes. La France n'est pas en reste. Les exportations d'armes ont progressé en dix ans deux fois plus rapidement que son commerce extérieur. Les exportations d'armement ont quadruplé en valeur, tandis que le commerce extérieur de la France ne faisait que doubler. En 1978, les exportations aéronautiques se sont élevées à 10 600 millions de francs, les armements terrestres à 3 910 millions de francs, les constructions navales à 1 230 millions de francs (le reste : 1 560 millions consiste en l'électronique non embarquée).

Note : Le film introductif sera : *Tant qu'il y a de la guerre y'a de l'espoir*. Le débat verra quatre parlementaires dont Jean-Pierre Cot (PS), Louis Baillet (PC), André Fanton (RPR) et deux journalistes, Paul-Marie de la Gorce (*Le Figaro*) et François-Henri de Virieu (*Le Matin*).



Char français AMX 30



Char français AMX 13-SS 11

SEMAINE D'ACTION DES HOSPITALIERS

Voici les premiers échos de la semaine d'action santé qui vient de se dérouler. Une action qui se met en place progressivement dans certains endroits. A Lille, les hospitaliers ont manifesté ; à Laval, ils sont en grève. A Marseille, ils étaient représentés à la manifestation contre Boulin, le ministre du travail. Leurs revendications portent sur la titularisation des hospitaliers et l'augmentation des crédits pour les hôpitaux et la santé. Cette semaine aura permis de sensibiliser les travailleurs et l'opinion publique sur l'attaque du pouvoir contre le droit à la santé et de préparer pour les jours à venir une riposte de plus grande ampleur.

Les hospitaliers de Marseille accueillent Boulin par la grève

LE ministre du chômage, Monsieur Boulin, était jeudi à Marseille l'hôte de la préfecture. On se souvient que l'an dernier il avait purement et simplement annulé son voyage devant l'ampleur des manifestations. Cette année, il s'est déplacé, mais il n'a toujours pas voulu goûter à l'hospitalité des travailleurs marseillais. Suite à leur demande, les UD CGT et CFDT avaient reçu une invitation à rencontrer le ministre à 11 heures... c'est sans surprise que les représentants syndicaux entendirent un sous-fifre leur annoncer que le ministre avait une séance

de travail sur le troisième pacte national pour l'emploi. (Sic).

A l'appel des syndicats, de nombreuses délégations ont déposé des motions à la préfecture exposant les problèmes de la région. Dans leur rassemblement, on reconnaissait des gars des ateliers de la Méditerranée, expulsés de leur usine cet été, des représentants CGT de la réparation navale, et des ouvriers de l'Alsthom. Une forte délégation en blouse blanche, retenait l'attention, « Hôpital mort en grève » proclamait leur badge.

« Nos problèmes sont ceux de l'ensemble des hô-

pitaux, raconte un responsable CGT, c'est la restriction des crédits. La construction d'une maternité qui avait été prévue est remise, et le centre d'IVG est suspendu jusqu'à la fin de l'année. De plus, il n'y a pas de renouvellement du personnel après les départs à la retraite et de moins en moins en cas de longue maladie. »

Un cercle de discussion s'est formé et chacun apporte une touche au tableau noir de cet hôpital. « Dans tel service, ce sont les infirmières qui font le travail administratif au mépris des soins. Le dimanche, il y a un infirmier pour 32 malades, et après on veut nous faire porter les responsabilités des accidents. Au niveau du matériel, par exemple, on se fauche les gants d'un service à l'autre. »

Un infirmier revient du service radio : « Ils sont contents, dit-il, ce matin ils n'ont fait qu'une radio d'un intestin grêle... ils n'ont plus de film et c'est l'engrenage : on prendra prétexte de l'absence de travail pour supprimer les postes. »

Bref, la situation est sombre et ceux qui sont là, en majorité des services des urgences, en sont conscients. « Mais, disent-ils, il y en a beaucoup d'autres qui sont pas au courant, soit ont peur ou croient s'en tirer autrement. Mais la mobilisation augmente, il y avait déjà aujourd'hui 10 % de grévistes en plus que lors de la dernière grève. »

Grève tournante à l'hôpital de Laval

AL'APPEL de la CGT et de la CFDT, les travailleurs de l'hôpital de Laval se sont mis en grève sur les revendications suivantes : crédits supplémentaires pour les hôpitaux ; titularisation des auxiliaires ; ouverture d'un nouveau service à l'hô-

pital de Laval.

Il y a aussi des menaces de licenciements à l'hôpital de Laval et la direction a posé le problème du salaire de décembre en disant qu'elle risquait de ne pas pouvoir les payer.

C'est pourquoi s'est déclenché le mouvement à

l'hôpital de Laval. Ce jeudi 4 octobre, a eu lieu une manifestation dans Laval jusqu'à la préfecture mais le préfet n'a pas reçu la délégation. La grève continue demain. La municipalité PS de la ville de Laval a apporté son soutien lorsque la manifestation est passée devant la mairie.

Lille : « La santé n'a pas de prix, elle ne se marchande pas, elle ne se rentabilise pas »

LA journée nationale d'action CGT-CFDT contre les mesures scélérates de Barre et Barrot sur l'hospitalisation publique et la santé s'est traduite à Lille par une manifestation dynamique, particulièrement bien comprise de la population. Plus de mille personnes ont ainsi défilé à travers les rues de la ville en lançant des mots d'ordre contre le chômage et les licenciements, pour la titularisation des auxiliaires, les trente-cinq heures immédiatement, contre les mesures gouvernementales. Les manifestants ont blo-

qué le boulevard périphérique de Lille pendant dix bonnes minutes, occasionnant un embouteillage, avant d'atteindre le siège de la DASS (Direction d'action sociale et sanitaire) qu'ils ont occupé tandis que les responsables syndicaux portaient une motion au directeur des lieux. Durant cette occupation, comme ils l'avaient déjà fait au cours de la manifestation, devant la gare de Lille, le Théâtre du Printemps a joué un sketch sur les hôpitaux vivement apprécié et applaudi par les travailleurs.

Les manifestants devaient se séparer en scian-

dant : « Ce n'est qu'un début, continuons le combat ! ». Au total donc, une bonne journée de lutte pour les travailleurs hospitaliers, une journée placée sous le signe de la combativité et de l'unité d'action CGT-CFDT. Voici donc un bon départ pour une action qui ne pourra en tout état de cause que se poursuivre et s'intensifier. Les deux syndicats se rencontrent le 15 octobre au niveau régional (le 7 octobre au niveau national) pour prendre de nouvelles initiatives.

par Rémi DAINVILLE

ATELIERS SNCF D'HELLEMMES

Quand les cheminots se battent pour appliquer le règlement...

MERCREDI 3 octobre au matin, plusieurs centaines de travailleurs en bleus jaillissent à travers les rues d'Hellemmes et parviennent à Lille. Objectif : manifester au Forum, immeuble moderne où siège la direction régionale de la SNCF.

« Ah ! C'était beau cette marche », raconte un camarade. On l'a compris, les cheminots d'Hellemmes ne sont pas contents, et, depuis quelques jours, ils le font savoir avec un dynamisme qui rappelle de bons souvenirs aux plus anciens.

« Les gars y vont de gaieté de cœur », me dit un jeune militant de la CGT. A l'origine : un coup fourré de la direction. Concernant la réglementation des horaires de travail à la SNCF ; l'ancien règlement datait de 1949, il fallait le remplacer et plus de 650 réunions eurent lieu sur ce problème important pour les conditions de travail des cheminots.

En juin 1979, un nouveau règlement intervient. La direction nationale refuse d'inclure la pause casse-croûte dans le temps de travail contrairement à ce qui avait lieu depuis 1973 et en complète opposition avec son propre règlement.

Pour cela, elle tente de substituer la notion de « coupure réduite » à celle de « pause casse-croûte », au mépris des textes légaux adoptés.

« Il s'agit, comme le précise un militant de la CFDT, d'une remise en cause des acquis selon une politique actuelle de la SNCF et du gouvernement ». La réaction est immédiate et, dans l'unité, les trois organisations syndicales, CGT, CFDT et FO, engagent la mobilisation du personnel.

En juillet, une pétition rassemble 750 signatures. En août, une action judiciaire est engagée auprès de l'inspecteur du travail, mais celui-ci réclame des délais et laisse trainer les choses. L'action de masse démarre

le 1er octobre, date d'entrée en application des nouveaux horaires et, rapidement, rassemblements et manifestations démontrent la puissance du mouvement (800 cheminots dans la marche sur le Forum).

Les syndicats appellent alors les cheminots à appliquer le règlement et, en conséquence, à quitter le travail une demi-heure plus tôt. Depuis maintenant trois jours, ce mouvement est suivi en masse, les syndicats faisant constater par un huissier la régularité des horaires de service des cheminots.

Après avoir voulu empêcher physiquement les sorties, la direction est aujourd'hui dans l'embarras. La lutte continue, mais d'ores et déjà, on ne peut que souligner la vigueur particulière de l'unité d'action syndicale dans cette entreprise. Voilà sans doute qui explique le dynamisme du mouvement et ces grands sourires sur les visages à l'heure de la sortie « en force ».

Rémi DAINVILLE

Série de débrayages à la Lainière de Roubaix

Nord, correspondant.

DEPUIS vendredi 28 septembre, des débrayages importants ont lieu dans certains ateliers de La Lainière à Roubaix. Ces mouvements de grève, dont il faut souhaiter qu'ils s'amplifient et se généralisent, se déroulent à propos de deux revendications principales : la baisse des cadences et des charges à une limite supportable, une hausse des salaires d'1 F par heure pour tous.

Comme on le sait, ces deux revendications étaient déjà la raison essentielle du puissant mouvement qui avait paralysé La Lainière au printemps de cette année.

Ainsi, les mêmes causes produisent les mêmes effets : rien n'est joué.

L'Humanité rouge bimensuelle est parue

AU SOMMAIRE : UN DOSSIER A qui sert l'armée ?



- Les réactions après l'assassinat de Pierre Goldman.
 - Centrafrique : pourquoi Giscard a changé de marionnettes ?
 - Des enquêtes-reportages de Yannick Dagorn.
 - Les voleurs de dimanche.
 - La troisième mort de Redon-Garnier.
 - Une rubrique culturelle variée : livres, disques et musique, cinéma, histoire.
- Le numéro 4 F. Passez vos commandes à l'administration du journal.

LANGUEDOC - ROUSSILLON

Table ronde contre les licenciements

Suite de la page 8

on voulait faire une campagne de la France sans acier, il y avait Fos qui était en grève depuis cinq semaines, et à la fédé on n'en parlait pas. Un responsable de la fédé est venu, pour avoir de l'argent pour déclencher la campagne « France sans acier » et il ne parlait pas de la Solmer. C'est une chose que je n'ai pas supportée, et je l'ai dit.

- Un syndicaliste CGT-Vallourec, membre de la coordination : « Il y a en gros 30 usines réparties dans toute la France. Le Valenciennois et le bassin de la Sambre ont créé un comité de coordination dans leur région et regardent leur coin à eux ».

- Délégué CGT Vallourec : « Quand mon camarade dit qu'ils ont leurs problèmes à eux, il faut voir ça sous la forme d'un égoïsme. Leur problème, c'est qu'ils ont mené des actions ; si on venait à nous, au sortir d'une action, nous demander de rentrer dans une autre pour aider telle ou telle entreprise, c'est pas possible, personne ne nous suivrait. Et les gens de la coordination du Nord, ils ont eu des pertes d'argent, et si on leur demande de nous soutenir ils diront : oui, mais laissez nous souffler.

Autrement dit, la lutte, elle s'organise au niveau des fédés et elles ne remplissent pas leur rôle, c'est pour ça que la coordination marche pas. Si chaque entreprise se bat isolément, elle se retrouve essouffée et ne sera pas disponible quand il faudra combattre ensemble. On les laisse s'épuiser ».

- CGT Perrier : « Nous, on a mis au point une coordination, elle est aussi boiteuse, on le reconnaît, mais on a lancé un mouvement de grève cette année, qui a porté ses fruits malgré qu'une partie des établissements n'ait pas marché. On a été trois centres à faire grève en même temps : St-Yorre, 600 ouvriers, la Verrière, 700, et nous 2 000. Contrexéville nous a lâchés. Mais enfin, il y a un

embryon qui existe ».

- SPRA : « Ce que je voulais souligner, c'est que Perrier, c'est des gros centres, où le comité de coordination peut ne pas dépendre seulement de la fédération, ils peuvent compter sur leurs militants.

Mais la politique du trust, c'est aussi de créer des entreprises à une taille qu'ils calculent eux, pour qu'il n'y ait pas une force syndicale importante. Ils créent des unités de 150, 300 ou 600 de façon à disperser leurs centres, et ça nous pose des problèmes qu'il faut régler ».

- Ouvrier CGT bâtiment : « C'est le problème du bâtiment, où les trusts qui absorbent les PME créent des filiales, où il faut recréer le syndicat, où c'est difficile d'avoir des délégués et où chacun est isolé ».

- Un syndicaliste CGT Vallourec : « Ça, c'est le travail des UD, c'est à eux de syndicaliser les luttes qu'il peut y avoir ».

- Un retraité CGT de Vallourec : « S'il y a des problèmes avec l'UD, si vous avez des critiques à leur faire, c'est pas ici à le faire ».

- Perrier : « Mais ce que constate le camarade, c'est qu'elles sont souvent pas à la hauteur ; d'ailleurs, il y a eu des réserves qui ont été élevées au congrès à propos du conflit de Furnon et Montlaur (dans le fond) ».

- Syndicaliste CGT Eurocéral : « Mais si on fait des critiques, on cherche pas à critiquer pour critiquer, c'est très objectif ; quelquefois, ils font pas leur boulot, on demande qu'ils le fassent mieux, c'est tout ».

- Retraité CGT Vallourec : « Moi, ce que j'aimerais entendre, c'est que le camarade (du PCML), fasse un peu ses propositions ».

- CPR-PCML (extraits) : Si vous voulez, je peux dire beaucoup de choses, mais j'en dirai peu, parce que ce que vous dites nous instruit plus que ce que je peux dire.

Sur la question des syndicats, nous soumettons à votre

approbation le fait que nous publions ou non les critiques qui ont été faites, car notre rôle n'est pas d'ajouter à la division qui peut exister, quel que soit le fondement juste ou non de ces critiques.

Le second point, puisqu'on en est aux moyens de la lutte, c'est que de notre point de vue, il y a une chose qui est très importante, vitale, fondamentale, c'est la question de l'unité, à tous les niveaux : à l'intérieur du syndicat, entre plusieurs syndicats, entre les ouvriers syndiqués ou non, qualifiés ou OS, Français ou immigrés.

Et que à l'intérieur de la classe ouvrière, quand on a des discussions, des critiques à faire, sur le fonctionnement de tel syndicat, sur la façon de lutter, il faut le faire de façon à ce que ça permette de construire l'unité et non pas pour ajouter à la division...

Enfin, bien que nous ayons un point de vue sur la façon dont les syndicats sont dirigés, nous pensons qu'il est possible, et qu'on doit tout faire pour que les syndicats prennent en main la solidarité et que sur ce terrain là, on a une bataille à mener, mais on doit arriver à des résultats. C'est pas possible que des dirigeants syndicaux, même s'ils se trompent, refusent d'aider des camarades qui sont licenciés. Ça demande des explications, mais on a encore confiance dans cette voie là...

- CFDT-Sud-Couleur : L'unité est indispensable et ici on est d'accord sur ce point, qu'on pourra pas gagner sans cette unité alors on peut essayer dans ce sens dans nos entreprises et dans nos syndicats.

- Syndicaliste CGT Vallourec : Oui, parce que le CNPF, ils ne font qu'un, ils se tiennent par la main !

C'est autour d'un pastis que les participants ont fraternellement conclu la table ronde.

Correspondant régional Languedoc-Roussillon

PARIS

« Pépé » par le Théâtre de l'Aquarium

Le Théâtre de l'Aquarium reprend les représentations de « Pépé » du 28 septembre au 2 décembre. Les vendredi et samedi à 20 h 30. Le dimanche à 16 heures à la Cartoucherie de Vincennes - 75012 Paris. Réservation : 374 99 61.

PARIS

Ensemble culturel du Théâtre Noir

L'ensemble culturel du Théâtre Noir sera inauguré le samedi 6 octobre. Une animation aura lieu toute la journée dans le quartier. 23, Rue des Cendriers - 75020 Paris - Métro Ménévalmontant. Tél : 797 85 14.

30e anniversaire de la République populaire de Chine

Activités de l'AAFC à Paris

1 - Au centre Pompidou

EXPOSITION DE PHOTOS « VU EN CHINE »

Galerie de la Bibliothèque publique d'information (2e étage) jusqu'au 26 novembre.

Photographies de Guy Heisaut, Françoise Hugulier, François Lelion, Jean-Louis Boissac, Eric Morvan, Françoise Saur, Laurence Vidal, Christian Vignard, avec la participation des Amis franco-chinois et de l'Agence Gamma.

Son également présentées des séries de diapositives par thèmes.

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM
PRENOM
Lieu de travail
Adresse
Code postal

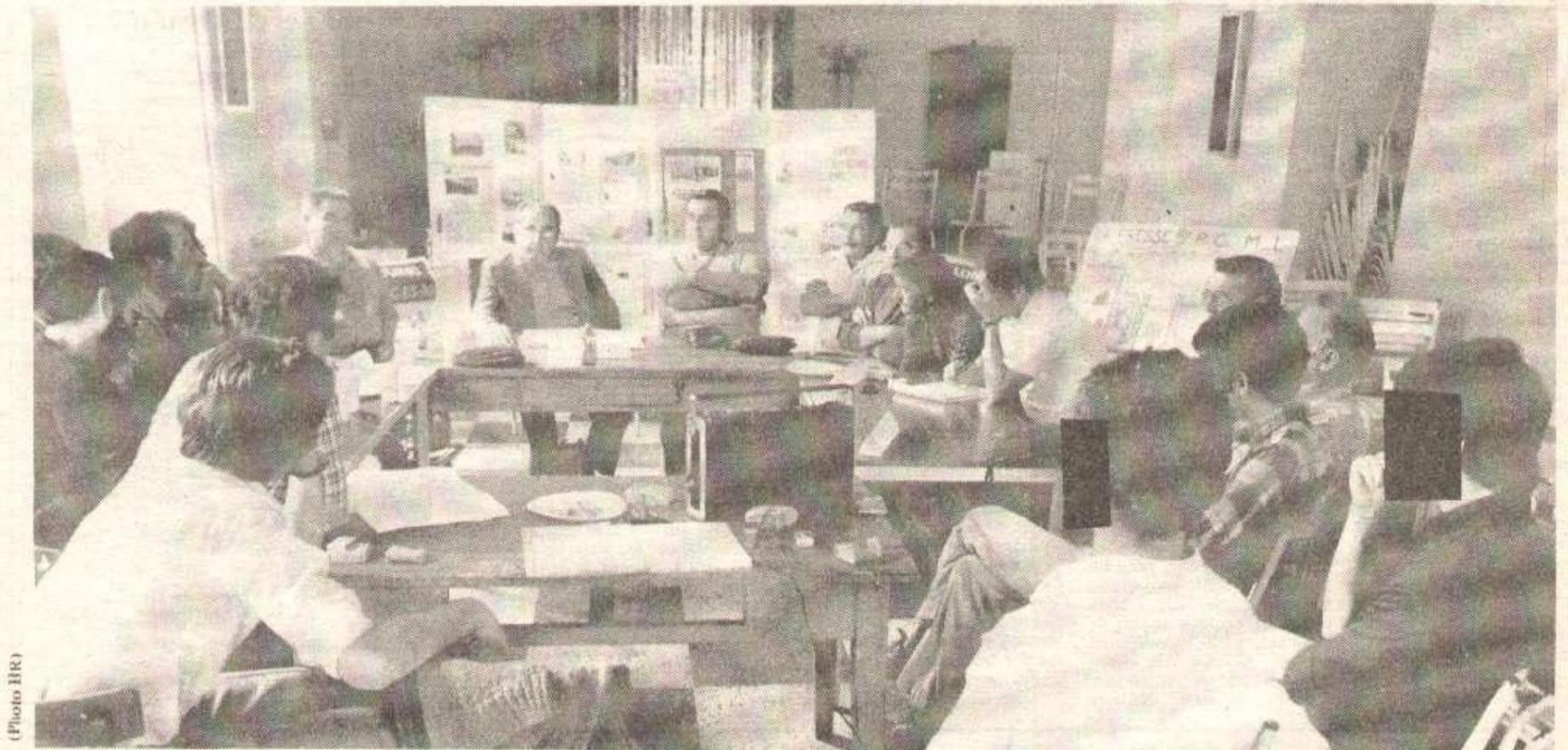
(A retourner à la boîte postale de L'Humanité rouge).

L'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel.
Pour toute correspondance : L'Humanité Rouge : B.P. 201 - 75926 Paris cedex 19 - CCP : 30 226-72 D La Source Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal 4e trimestre 1979

Table ronde contre les licenciements



(Photo HR)

Ont participé à la table ronde : le syndicat CGT Vallourec-Bessèges, le syndicat CGT-Perrier (Vergèze-Gard), la section CFDT Sud-Couleur service (Montpellier), deux ouvriers syndicalistes CGT du bâtiment (Montpellier), un syndicaliste CFDT, ouvrier du bâtiment dans l'Aude (à titre individuel), deux ouvriers CGT d'Eurocéral (Montpellier), à titre individuel, et deux syndicalistes CGT et CFDT de la SPRA (30 Sauveterre).

Vu la répression syndicale dans leur entreprise, deux participants à la table ronde nous ont demandé de leur masquer le visage.

C'est dans une salle de la mairie, au cœur de la petite ville de Bessèges, durement frappée par les licenciements à l'usine Vallourec, que s'est tenue la table ronde sur l'emploi dans le Languedoc-Roussillon, organisée par notre quotidien.

L'ensemble des travailleurs qui participaient à cette table ronde étaient tous des militants syndicalistes actifs, CGT ou CFDT, plusieurs d'entre eux des responsables syndicalistes dont un, militant CGT depuis trente ans.

La discussion a été franche et ouverte, et a reflété à la fois les difficultés rencontrées dans la dure bataille contre les licenciements et aussi les succès remportés dans la réalisation de l'unité et de la solidarité.

Elle a traduit à la fois les interrogations et les critiques à l'égard de certaines tactiques des directions syndicales, mais aussi l'assurance que le syndicat est l'arme indispensable de la classe ouvrière dans la lutte contre le patronat. La participation à cette table ronde était aussi un peu le reflet de la situation dramatique de notre région pour ce qui concerne l'emploi :

Soit des entreprises qui, de par leur implantation géographique, jouent un rôle important, voire décisif dans la vie de toute une ville, de tout un ensemble de villages, de tout un canton. C'est le cas de Vallourec, Perrier, et à un degré moindre, d'Eurocéral ou de la SPRA, soit un secteur industriel important dans la région ; mais secoué depuis dix ans par des vagues de licenciements, marqué par l'instabilité au niveau de l'emploi, c'est le cas du bâtiment.

HR : Pour justifier les licenciements et la fermeture des usines, généralement, la bourgeoisie met en avant le fait que les patrons ne s'en sortent pas, qu'en pensez-vous ?

— Un syndicaliste CFDT de l'Aude explique que la plupart des entreprises locales ont disparu absorbées par de grosses boîtes, dans le bâtiment en particulier.

Un ouvrier du bâtiment à Montpellier, syndiqué CGT : « C'est aussi le cas dans l'Hérault à Montpellier en particulier. Ce qui s'est passé, c'est que les entreprises régionales se sont mises d'accord avec les grosses boîtes — par exemple l'entreprise Fagès a été achetée par Fougerolles qui est un trust international, ça s'est appelé la Soleg, et une grande partie du personnel même d'encadrement et technique a été vidée. Les causes avancées étaient les difficultés de la boîte. En fait, c'est pour être plus rentable et c'est ça qui fait le problème du bâtiment où ils veulent introduire des méthodes de plus en plus industrielles et imposer des conditions de travail de plus en plus dures et dangereuses. Mais la plupart du temps, la lutte a dévié pour sauver « l'entreprise régionale » et c'était une couillonnade. Les patrons, qu'ils parlent occitan ou

avec l'accent parisien, ils se sont tous très bien reclassés avec les grosses boîtes ».

HR : Au niveau des causes, la CGT de Vallourec a souvent affirmé que ce n'était ni par perte d'argent ni à cause de la concurrence étrangère que Vallourec licencierait.

— Le délégué CGT Vallourec explique qu'actuellement avec peu d'investissements, une PME peut produire des petits tubes soudés et les vendre à des prix défiant toute concurrence, brisant ainsi le monopole de Vallourec.

« Donc le monstre Vallourec a une épine dans le pied qui vient des PME. Et ce n'est pas un phénomène propre à la France en Allemagne, la société Manesman, qui est encore plus puissante que Vallourec, a totalement abandonné cette production. Vallourec a été moins tranchant et a fait comme Rhône-Poulenc pour Eurocéral en créant une entreprise la Vallexy, qui regroupe toutes les usines de petits tubes soudés, aussi bien les quatre de Vallourec que les trois de la société concurrente, La Providence, gérée par le groupe belge Cockeril. Vallexy est indépendante et si elle ferme, le patrimoine de Vallourec ne sera pas touché. Aucune usine ne perdrait de

l'argent, simplement elle ne leur permettait pas de gagner ce qu'ils voulaient, c'est tout... Les problèmes qu'ils soient à Vallourec, à Sud-Couleur, à Eurocéral, ils sont les mêmes, nous sommes victimes d'une même politique, la politique de l'argent... »

— Un ouvrier d'Eurocéral explique comment cette entreprise a été créée en 1976 tout en sachant qu'elle devait fermer une dizaine d'années plus tard, que les patrons qui ont derrière eux le trust Norton et Lafarge ont trouvé là un créneau rentable pour ce délai de temps.

HR : Vous avez tous ici l'expérience de la lutte contre les licenciements, pourriez-vous expliquer quels sont les moyens de lutte les plus efficaces et les difficultés rencontrées dans ce domaine ?

— Un ouvrier d'Eurocéral : « Ça fait deux mois que nous menons une grève, ce n'est pas une grève totale, ce sont des débrayages de une ou deux heures qui font perdre plus de 50 % de la production au patron, qui coûtent peu de perte d'argent aux grévistes. On a un double objectif dans cette grève : satisfaire une revendication salariale, 300 F pour tous, et se préparer par rapport aux menaces de licenciements, car notre

usine implantée en 1976 doit mourir en 1981.

Il y a eu la CFDT qui s'est cassé la gueule sur une grève (14 licenciements dont 4 délégués) ; il a fallu repartir à zéro et ça n'a pas été facile, mais maintenant, cette grève, ça marche, ça nous renforce pour le moment où il y aura les licenciements ».

— CGT-Perrier : « A propos de Vallourec, il y a quelque chose qui m'accroche c'est qu'à Vallourec, vous ne soyez pas arrivés à une coordination de toutes les entreprises de votre groupe. C'est aberrant que vous soyez obligés de faire trente heures à Bessèges, alors que les quatre autres usines en font 42 h 30. Bien sûr la coordination, ça fait pas tout il faut compter avant tout sur ses propres forces dans l'entreprise comme le disait le camarade de Sud-Couleur.

Mais dans le cadre d'une entreprise patronale, si vous avez l'appui, même plus, une participation dans la lutte des autres établissements du trust vous seriez encore plus forts que vous

ne l'êtes à l'heure actuelle ».

Délégué CGT Vallourec : Dans notre usine, il y avait division créée par l'employeur — diviser pour régner — et il y avait des gens qui au départ ne chômaient pas, qui continuaient à faire 42 h 30 alors que d'autres en faisaient 30 et il y avait un malaise général. Nous avons utilisé l'article du code du travail qui permet d'obtenir de l'inspecteur du travail l'interdiction des heures supplémentaires. Il a marché. Par ailleurs, nous avons mené une campagne d'explication, une forte campagne : « C'est maintenant qu'il faut être solidaires, car lorsque notre tour viendra, il sera trop tard pour crier au loup ». Ça a été très bien compris. Ça, nous avons été capables de le faire au niveau de l'entreprise, mais la coordination, c'est d'abord au niveau des organisations syndicales, et là-dedans elles ne l'ont pas fait !

Je suis allé à Paris en mai, à ce moment-là, on développait la lutte à Denain et Dunkerque ;

Suite page 7



(Photo HR)

Une partie de la délégation de Vallourec